

Le Venezuela au XXI^{ème} siècle : pays du socialisme ou du réalisme magique ?

Jean-Jacques Kourliandsky*

* *Chercheur à l'IRIS*

Le président du Venezuela Hugo Chavez est décédé des suites d'une longue maladie le 5 mars 2013. Les électeurs vénézuéliens ont voté dimanche 14 avril 2013 pour choisir son successeur. Ils l'ont fait sous les éclairs des photographes et des preneurs d'images venus du monde entier. Ils l'ont fait sous le regard exigeant d'amis et d'ennemis, tout aussi excessifs et passionnés. Le Venezuela est de façon récurrente depuis plusieurs années à la une des journaux télévisés et des quotidiens. Ils ont été au rendez-vous des urnes disputées entre l'héritier d'Hugo Chavez, Nicolas Maduro, et le prétendant-rival Henrique Capriles.

Le Venezuela d'Hugo Chavez fait débat au sein de la gauche. Les représentants au Venezuela de la famille réformiste ont adopté une position critique, parfois radicalement hostile, au point d'avoir rallié la plate-forme oppositionnelle dirigée par un parti de centre-droit, *Primero Justicia*. Les formations de culture « rupturiste », en difficulté depuis l'effondrement du socialisme dit réel, ont vu au contraire dans le « socialisme du XXI^{ème} siècle », affiché par le Venezuela d'Hugo Chavez, « le moment vertical et le moment horizontal d'une politique de l'émancipation ». ¹ Les disputes entre pro et anti ont dès 1999 passé les frontières du Venezuela et nourrissent querelles et polémiques aux quatre coins du monde.

Il y a là un paradoxe incompréhensible pour tout observateur un tant soit peu rationnel. Comment donc un pays de moins de trente millions d'habitants, ayant un produit

1. Franck Godichaud, *in Amériques Latines : émancipations en construction*, Paris, Syllepse, 2013.

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

Le Venezuela
au XXI^{ème} siècle :
pays du socialisme
ou du réalisme
magique ?

intérieur brut modeste, un revenu moyen par habitant des plus médiocres, sans armements performants, peut-il capter ainsi l'attention des lecteurs et téléspectateurs du nord au sud de la planète ? Comment comprendre qu'un pays se réclamant d'un socialisme inspiré par Cuba ait les Etats-Unis comme partenaire commercial principal et soit aussi respectueux de l'économie de marché ?²

C'est un gros producteur de pétrole, disent ceux qui cherchent à apporter une première réponse. Et ils ont raison. Mais Arabie Saoudite, Indonésie, Nigéria, Norvège et bien d'autres le sont également. Pourtant, ces pays-là font rarement les titres des quotidiens. C'est un pays politiquement modèle, disent les plus fanatiques soutiens de ce pays, avec des arguments opposés. Modèle de démocratie, de bien-être social, de renouveau socialiste en effet pour certains, le Venezuela serait au contraire pour d'autres un goulag latino-américain cherchant à raviver les cendres du communisme totalitaire. Pourtant, sans être particulièrement savant, tout visiteur de Caracas voit bien qu'il n'est ni à Stockholm, ni à Pyongyang, mais peut-être à Macondo, capitale du réalisme magique.³

Un retour à la case départ s'impose donc. Depuis quand le Venezuela est-il donc devenu la coqueluche des medias internationaux, de la gauche et de la droite orphelines du socialisme réel ? La réponse est des plus limpides, depuis l'accession au pouvoir d'Hugo Chavez le 1^{er} janvier 1999. Avant Hugo Chavez, le Venezuela n'intéressait pratiquement personne. Après Hugo Chavez, décédé le 5 mars 2013, peut-être retombera-t-il dans une sorte de purgatoire informatif.

L'articulation entre le pays, le Venezuela, et celui qui fut, de façon ininterrompue de 1999 à 2013, son chef, Hugo Chavez, est sans aucun doute possible la clef permettant de comprendre un tant soit peu une réalité à bien des égards insolite. Le bilan des années Chavez s'impose donc pour essayer de démêler la toile vénézuélienne, pour essayer d'en deviner les lendemains. Un bilan qui n'est pas des plus faciles à établir compte tenu d'une omniprésence médiatique qui a multiplié les prises de vue et de sens les plus contradictoires et les plus passionnelles.

2. Destination du pétrole vénézuélien exporté en 2011, in *Rapport annuel de PDVSA* : Amérique du nord (47 %) ; Asie (26 %) ; Caraïbes (16 %) ; Europe (6 %) ; Amérique centrale et du sud (4 %) ; Afrique (1 %).

3. Gabriel Garcia Marquez, prix Nobel colombien de littérature, figure la plus emblématique du réalisme magique, lui a donné une capitale, Macondo, dans son roman *Cent ans de solitude*.

Le Venezuela
au XXI^{ème} siècle :
pays du socialisme
ou du réalisme
magique ?

VENEZUELA, UN PAYS MIS EN SCÈNE

Guy Debord⁴ n'aurait pu rêver situation plus spectaculaire. Le Venezuela est devenu au fil des ans plus qu'une société, un pays du spectacle. Il le doit à celui qui en a été le premier responsable, Hugo Chavez. Il le doit aussi à ses opposants qui ont accepté de lui répondre en respectant les règles du jeu médiatique qu'il leur a proposées. Il le doit enfin à la presse du monde entier, en quête d'indices d'écoute et qui a trouvé là un terrain propice.

Avec Hugo Chavez, la chair s'est faite Verbe. Orateur hors pair, ciseleur de formules chocs, mime et bateleur politique, il a pendant ses quatorze ans de gouvernement su forcer l'attention et créer des phénomènes assez irrationnels d'adhésion et de rejet. Son autorité et son rayonnement supposaient image, son et parfois sous-titrage. Il a donc imposé chaque semaine aux médias télévisuels une retransmission de ses propos où qu'il soit au Venezuela. Certains dénonçaient le principe de cette diffusion obligatoire, alors que d'autres en redemandaient. Mais tous la regardaient, pour mobiliser amis et ennemis. Parce que le président assurait un spectacle, politique bien sûr, mais aussi une prestation qui pouvait être coupée de parties chantées et d'histoires diverses, rapportées sur un mode de conteur expert en bons mots.

Le flot des paroles ainsi déversées passait la rampe, par la force de la diction et de la gestuelle, par la simplicité des mots utilisés. Les médias d'un peu partout, internationaux donc, ont vite répondu. Le numéro étant exportable, il a été répété à chacune de ses sorties hors du Venezuela par Hugo Chavez. Ses conférences de presse ont toujours fait recette. Certains de ses discours ou de ses spectacles politiques ont fait le tour du monde. C'est le cas par exemple de celui prononcé à la tribune de l'ONU en septembre 2006, au cours duquel il a, gestes à l'appui, comparé son prédécesseur à la tribune, George W. Bush, à un diable répandant le souffre.

Révolutionnaires nostalgiques et pourfendeurs de communistes ont pu avec Hugo Chavez alimenter leurs aigreurs mutuelles et perpétuer, sinon les batailles, du moins le

4. Guy Debord, *La société du spectacle*, Paris, Ed. Buchet/Castel, 1967.

Le Venezuela
au XXI^{ème} siècle :
pays du socialisme
ou du réalisme
magique ?

livret et la gestuelle des combats plus ou moins épiques d'hier, au temps de la Guerre froide. Aux formules assassines d'Hugo Chavez, à ses déclarations passionnées en faveur de tout ce qui était anti-nord-américain, socialiste, ont répondu en écho avec la même ferveur des haines réactionnaires et flamboyantes.

Les télévisions du monde entier ont donc suivi la campagne électorale vénézuélienne d'avril 2013 en espérant que l'héritier d'Hugo Chavez, Nicolas Maduro, et son adversaire, Henrique Capriles, bataillent en respectant les règles médiatiques inventées par Hugo Chavez, passionnelles et porteuses d'écoute. Ce sont donc ces aspects-là qui ont été sciemment mis en valeur et rapportés.

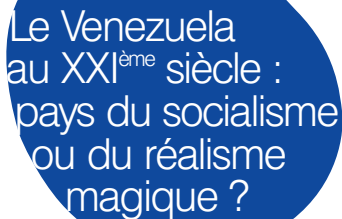
Mais derrière le rideau, les plumes et les paillettes du technicolor, que voit-on et que sait-on de ce pays dirigé pendant quatorze ans par un griot de génie ? La communication, « la magie du récit »⁵ et l'émotion qui lui est liée⁶ a été optimale, tout comme sa capacité à fabriquer des histoires solubles pour les médias et l'opinion publique. Mais elle seule n'aurait pas permis de comprendre comment et pourquoi Hugo Chavez a gagné autant de batailles électorales et médiatiques, du 6 décembre 1998 au 7 octobre 2012. Aurait-il donc, au-delà des mots, changé la réalité de son pays, au point d'inventer un modèle conforme aux discours tenus ?

LA DÉMOCRATIE EN QUESTIONS, POPULAIRE OU PLURIELLE ?

Incontestablement, ce sont les plus pauvres, les plus nombreux, qui ont permis à Hugo Chavez de gagner pratiquement toutes les consultations électorales des années 1998-2012. Il y a eu au départ, le 6 décembre 1998, un vote sanction, un vote de rejet à l'égard des grands courants politiques qui avaient dirigé le Venezuela après la dictature de Marco Pérez Jimenez, au pouvoir de 1952 à 1958, les sociaux-démocrates d'Action démocratique, et les démocrates-chrétiens du parti COPEI (Comité d'organisation politique électorale indépendante). La cure d'austérité de la fin des années 1980, la violente et sanglante répression de 1989 ont délié la majorité des électeurs des allégeances traditionnelles. Ils ont voté pour un jeune officier, en rupture de ban, au

5. Selon la formule de Christian Salmon, dans *Storytelling*, Paris, La Découverte, 2007.

6. Cf. Xavier Couture, *La dictature de l'émotion*, Paris, Audibert, 2005.



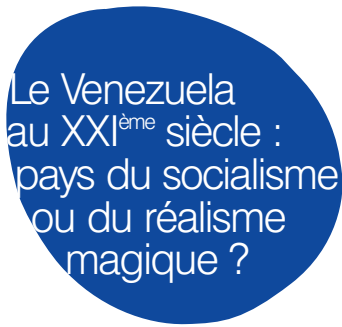
Le Venezuela
au XXI^{ème} siècle :
pays du socialisme
ou du réalisme
magique ?

point d'avoir tenté et assumé un coup d'Etat en 1992, un lieutenant-colonel qui plus est originaire de l'intérieur du pays, parlant la langue de tout le monde et de surcroît métissé comme la majorité des plus modestes.

C'était en décembre 1998. Mais il reste à comprendre la suite du scénario. Qu'a fait Hugo Chavez président pour se perpétuer au pouvoir par la voie des urnes, avec donc l'appui des majorités ? A-t-il mis en chantier un régime de type communiste inspiré de l'expérience cubaine, ainsi que le disent ses détracteurs comme ses partisans les plus dévoués, qui lui a donné les moyens institutionnels de se perpétuer au pouvoir ? Ou s'agit-il d'autre chose, d'une réalité masquée par les propos d'une grande radicalité tenus par l'ex-président, comme par ses adversaires et par ses partisans ? En d'autres termes, la communication, celle du chef de l'Etat défunt comme celle de ses opposants et celle de ses amis politiques, reflète-t-elle les fondamentaux politiques, économiques et sociaux du Venezuela, ou au contraire n'a-t-elle pas davantage voire essentiellement vocation à les mettre en scène ? Quelle est *in fine* la structure institutionnelle de ce spectacle politique ?

La légitimation du pouvoir relève-t-elle du recours à la votation participative comme dans les démocraties dites populaires d'antan ? En d'autres termes, le recours aux urnes répond-il dans le Venezuela d'Hugo Chavez comme dans la RDA d'Erich Honecker ou le Cuba de Fidel Castro à une exigence et à un rituel d'adhésion plus qu'à l'expression d'un choix entre différentes options politiques ? Les commentateurs mettant en évidence les parentés entre Cuba, RDA et Venezuela signalent l'existence d'un parti-Etat, aujourd'hui le PSUV⁷, l'usage déséquilibré de la communication d'Etat en faveur des candidats officiels, l'élection d'une Assemblée législative composée à cent pour cent d'élus chavistes en 2005. Ils signalent aussi une absence de neutralité de l'autorité publique chargée de veiller au respect de la Constitution, les organismes assurant l'équilibre des pouvoirs, la justice, le Conseil national électoral, étant selon eux composés de personnes proches du pouvoir. Ils signalent enfin que, sous couvert d'approfondissement démocratique, le gouvernement a mis en place des institutions dites de démocratie participative qui contestent, à tous les niveaux, la légitimité et la compétence des élus issus du suffrage universel.

7. PSUV, Parti socialiste unifié du Venezuela, qui a pris la suite du MVR, Mouvement de la V^{ème} République.



Le Venezuela
au XXI^{ème} siècle :
pays du socialisme
ou du réalisme
magique ?

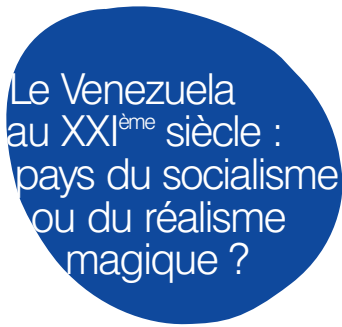
Les amis politiques du pouvoir chaviste mettent en avant une autre réalité, celle d'un président qui a remis de façon régulière sa légitimité entre les mains des électeurs, notamment en modifiant la Constitution afin de permettre à mi-mandat à l'opposition de proposer l'organisation d'un référendum révocatoire. L'opposition a effectivement saisi cette facilité nouvelle et contraint le président, en 2004, à soumettre son mandat à une confirmation. Ils signalent que l'opposition pendant toute cette période a été active, mobilisée et organisée.⁸ Ils font également valoir que quasiment chaque année les électeurs ont été sollicités. Du 6 décembre 1998 au 7 octobre 2012, date de la dernière consultation à laquelle Hugo Chavez ait participé, les Vénézuéliens ont été consultés quatre fois, pour élire leur chef d'Etat, quatre fois pour renouveler leur parlement, cinq fois pour des consultations régionales et à cinq reprises pour des référendums.⁹ Hugo Chavez a perdu l'une de ces consultations, le référendum sur la réforme de la Loi fondamentale en 2007. Et si le Parlement de 2005 a été à cent pour cent chaviste, c'est la conséquence du refus de l'opposition de participer à la consultation. L'opposition, en revanche, a eu recours à une tentative d'alternance brutale et anti-démocratique, l'arrestation du président Chavez, maquillée en « vacance du pouvoir », pour justifier la mise en place d'un chef d'Etat intérimaire, le 12 avril 2002.

De toute évidence, le régime vénézuélien ne remplit pas pleinement les critères exigés de la démocratie représentative. Mais il est beaucoup plus proche de son mode de fonctionnement que de celui des régimes communistes reposant sur un parti unique et la dictature du prolétariat. Les querelles et les polémiques réciproques entre pro et anti-chavistes ont eu un résultat plutôt encourageant pour tous ceux qui considèrent la démocratie pluraliste comme un horizon positif. Les observateurs venus de tous pays et institutions ont accompagné les différents rendez-vous électoraux. Le mode de votation a été perfectionné et technicisé en vue d'en garantir la fiabilité. Tout cela n'enlève rien aux critiques mutuelles en légitimité des chavistes et anti-chavistes, fascistes pour les uns, communistes pour les autres. Mais ces invectives croisées, porteuses de violence, dont on a pu constater les conséquences au lendemain des présidentielles, le 15 avril 2013¹⁰,

8. Elle est aujourd'hui regroupée de l'extrême-gauche à la droite dans un front commun, la MUD (*Mesa de Unidad democrática*).

9. Elections présidentielles en 1998, 2004, 2006 et 2012 ; législatives en 1998, 2000, 2005, 2010 ; référendums en 1999 (2), 2004, 2007 et 2009 ; régionales en 1998, 2000, 2004, 2008, 2010 (pour celles de 2012, Hugo Chavez était hospitalisé à Cuba et n'a pas participé à la campagne).

10. Huit électeurs du PSUV sont morts au cours d'agressions de militants d'opposition contestant les résultats.



Le Venezuela
au XXI^{ème} siècle :
pays du socialisme
ou du réalisme
magique ?

relèvent plus de l'intolérance politique, d'un déficit partagé de culture démocratique que d'un questionnement sur la nature du système. Les arbitrages politiques relèvent toujours, aujourd'hui comme en 1998, année de la première victoire d'Hugo Chavez, d'arbitrages électoraux entre forces politiques antagonistes.

SOCIALISME OU MÉCÉNAT DU XXI^{ÈME} SIÈCLE ?

Il ya beaucoup de Cubains au Venezuela. Mais y-a-t-il beaucoup de Cuba dans les institutions vénézuéliennes ? Combien sont ces Cubains – 10 000, 20 000, 30 000 ? Personne, en dehors sans doute des autorités, n'est en mesure d'avancer un chiffre. Ils sont de toute évidence très nombreux. Il reste à apprécier le sens que l'on doit accorder à cette présence. S'agit-il comme le dit l'opposition d'un choix gouvernemental annonciateur d'une évolution du Venezuela vers un modèle de démocratie « castriste » ? S'agit-il d'un simple échange de services entre pays certes émotionnellement amis, mais n'allant pas au-delà ?

Le discours officiel ici encore peut prêter à une interprétation trompeuse. De façon répétée, Hugo Chavez a signalé son amitié et son admiration pour Fidel Castro. Il a visité Cuba à de très nombreuses reprises. Il s'est prêté au jeu des photos souvenirs avec le responsable cubain, avant 2006, et après sa retraite politique contrainte par la maladie, avec son frère et successeur Raúl Castro. C'est à des médecins cubains enfin qu'il a confié le soin de veiller sur sa santé chancelante de 2011 à 2013. A l'initiative d'Hugo Chavez, les deux pays ont signé de nombreux accords de coopération. En échange de pétrole, Cuba a envoyé au Venezuela des spécialistes dans divers domaines d'activité, essentiellement le sport et la médecine généraliste. Faut-il pour autant considérer, comme l'opposition vénézuélienne le fait, que cette présence humaine constitue la preuve par neuf d'une mutation idéologique et politique de leur pays ?

Le Venezuela est-il devenu comme Cuba une démocratie populaire ? La réalité est-elle celle, socialiste et révolutionnaire, des discours et proclamations d'Hugo Chavez ou de ses ministres ? Le pays, comme le disent les responsables de l'opposition, a-t-il été étatisé et « cubanisé » par Hugo Chavez ? Le recours aux textes pourrait permettre de se faire une religion. Mais définir l'idéologie « chaviste » à partir de l'écrit à vocation théorique relève

Le Venezuela
au XXI^{ème} siècle :
pays du socialisme
ou du réalisme
magique ?

de la gageure. L'un de ses adversaires, Teodoro Petkoff¹¹, compare Hugo Chavez à Zelig, « personnage qui ajustait ses discours selon les interlocuteurs rencontrés ». ¹² « Qui est, ajoute-t-il, cet homme qui agite un crucifix tout en citant Che Guevara et Mao Tse Toung ? ». ¹³ L'un de ses partisans ayant tenté de théoriser la pensée « chaviste » la définit, après bien des contorsions philosophiques plus ou moins convaincantes, comme « un nouveau projet historique », fondé sur le « socialisme chrétien ». ¹⁴ Les publications, critiques ou amies, reflètent les attentes, les craintes, les passions d'auteurs ayant pratiquement tous résolu l'énigme d'une pensée inexistante, en y projetant leurs convictions. Le journaliste Luis Bilbao est peut-être celui qui a approché au plus près d'une vérité quand il décrit Chavez et le chavisme comme « une force morale, une force motrice ». ¹⁵ Chavez et le chavisme en effet peuvent davantage se comprendre par la Chair, l'action au jour le jour, que par un Verbe, riche en références brillamment exposées, revendiquant l'exemplarité du libérateur Simon Bolivar, mort il y a près de deux cents ans, mais souvent contradictoires. « Je ne suis pas marxiste », a pu déclarer par exemple Hugo Chavez, « mais je ne suis pas antimarxiste. Je ne suis pas communiste. Mais je ne suis pas anti-communiste ». ¹⁶

Les faits sont têtus. Ils renvoient nécessairement aux actes. Seuls ils peuvent permettre d'approcher une réalité sinon insaisissable. Où en est l'économie du pays ? A quel monde la rattacher ? Celui de l'économie communiste ? Celui de la libre entreprise ? En dépit des discours tenus par le président Chavez et par ses opposants, l'économie vénézuélienne appartient bel et bien au monde du marché. Le secteur privé est non seulement important, mais il a préservé son poids relatif de 1998 à 2013. Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde, chercheurs québécois, ont étudié le PIB vénézuélien dans la durée et arrivent à la conclusion suivante, présentée comme paradoxale compte tenu des propos tenus par les communicants des deux bords : « la part du secteur public dans le PIB baisse constamment depuis 1998 passant de 34,8 % à 29,1 % de 1998 à 2008 ». ¹⁷

11. Homme politique, membre successivement du PCV et du MAS. Il a été ministre d'un gouvernement dirigé par un président issu de la démocratie-chrétienne. Il est actuellement responsable du quotidien d'opposition, *Tal Cual*.

12. « Zelig » est un film de Woody Allen réalisé en 1983.

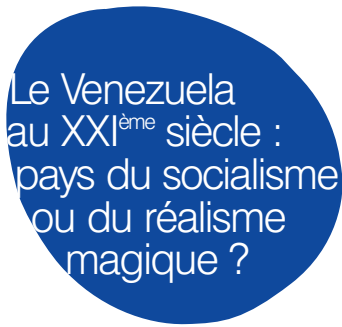
13. *In Dos Izquierdas*, Alfadil, Caracas, 2005.

14. Heinz Dieterich, *Hugo Chavez y el socialismo del siglo XXI*, Barquisimeto, Movimiento por la democracia participativa, 2005.

15. Luis Bilbao, *Chavez y la Revolución bolivariana*, Buenos Aires, Le Diplo, 2002

16. *In A. Blanco Munoz, Habla el Comandante*, Caracas, Fundación Cátedra Pío Tamayo-UCV, 1998.

17. Patrick Guillaudat, Pierre Mouterde, *Hugo Chavez et la révolution bolivarienne*, Ville de Mont-Royal, M éditeur, 2012.



Le Venezuela
au XXI^{ème} siècle :
pays du socialisme
ou du réalisme
magique ?

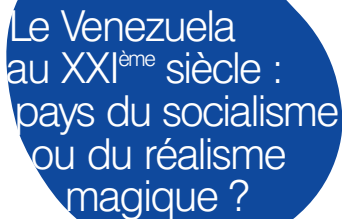
Le périmètre de cette Note ne permet pas d'approfondir le décalage existant entre le discours du pouvoir, la critique du discours par l'opposition et une réalité qui est toute autre. Tout au plus peut-on signaler ici, au-delà de l'évidence de la contradiction, la prééminence de l'âpreté des combats politiques autour de l'enjeu essentiel, le contrôle des dividendes tirés de la manne pétrolière. Le Venezuela est l'un des grands pays producteurs, considéré depuis 2010 par l'OPEP comme celui qui détient les réserves les plus importantes au monde. Dès l'accession présidentielle d'Hugo Chavez, les affrontements liés au pétrole ont été d'une rare brutalité. Ils ont atteint un point culminant en 2002-2003 avec la hausse brutale du prix du baril. Après une tentative de coup d'Etat, une grève politique des cadres et d'une partie des personnels de la société d'Etat PDVSA, proches de l'opposition, de plusieurs semaines, Hugo Chavez en a pris la maîtrise. Contrôlant les revenus du pétrole, il a pu de la sorte financer, à partir de 2003, ses grands projets sociaux.

La Révolution affichée dans les propos présidentiels, la révolution socialiste dénoncée par l'opposition, a effectivement ciblé les catégories les plus défavorisées. Celles-ci ont, de façon aujourd'hui à peu près reconnue par tous les courants idéologiques en conflit, bénéficié de façon prioritaire des politiques mises en place par le gouvernement. Mais l'option des pauvres et/ou du prolétariat n'a supposé, grâce aux revenus tirés du pétrole, aucune rupture sociale révolutionnaire. Il n'y a pas eu collectivisation des moyens de production, il n'y a pas eu réforme fiscale pesant sur les catégories les plus riches de la société. Les nationalisations, s'il y en a eues, ont été ciblées et ont répondu à des considérations de conjoncture politique plus souvent qu'économique. Elles ont certainement généré un sentiment d'insécurité, alimenté qui plus est par les discours d'une grande radicalité qui ont pu être tenus dans la chaleur des batailles électorales. La politique sociale active menée par les autorités depuis 2003 est alimentée par la rente pétrolière. PDVSA « joue » en effet depuis sa mise sous tutelle le rôle d'une « entreprise de production sociale ». ¹⁸ Une part de son excédent alimente divers fonds ¹⁹ d'investissement publics et les multiples programmes, portant le nom générique de « missions », permettant l'accès à la santé, à l'école, au logement et aux produits de première nécessité. ²⁰

18. In Ambassade de France au Venezuela, Publications des services économiques, octobre 2012.

19. Comme le Funden ou Fonds national de développement économique national.

20. Liste détaillée in Olivier Compagnon, Julien Rebotier, Sandrine Revet, *Le Venezuela au-delà du mythe*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 2009.



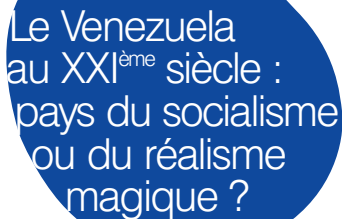
Le Venezuela
au XXI^{ème} siècle :
pays du socialisme
ou du réalisme
magique ?

Les dividendes tirés de PDVSA ont par ailleurs donné au Venezuela les moyens de développer une diplomatie active. Elle a été mise avec Cuba au service des « missions », le pétrole livré à La Havane étant échangé contre la mise à disposition de milliers de professionnels de santé. Au-delà de Cuba et des compensations pétrolières, cette politique vise à favoriser l'émergence d'une nouvelle organisation du monde accordant une place plus décisionnelle aux pays du Sud. Divers cercles d'intervention ont ainsi été créés, comme l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les Amériques)²¹, ou rejoints comme le Mercosur (Marché commun du Sud), l'UNASUR (Union des nations sud-américaines), le G-20. Reposant sur un pontage des redevances perçues par PDVSA, cette diplomatie est venue ajouter des contraintes financières pesant sur la capacité du Venezuela à préserver ses capacités de production. Faute de pouvoir investir pour assurer ses lendemains, PDVSA et les autorités ont été paradoxalement contraintes, en dépit des discours nationalistes et socialistes, de négocier des compromis d'exploitation et de partage avec les majors internationales du pétrole.

La conclusion ou les enseignements qu'il est possible d'avancer sur l'expérience vénézuélienne, au moment où elle franchit un cap après la mort de son initiateur le 5 mars 2013 et l'élection d'un successeur le 14 avril suivant, sont de deux ordres. A court terme, le chef de l'Etat déclaré vainqueur, Nicolas Maduro, ancien collaborateur d'Hugo Chavez, va devoir gérer un socialisme du XXI^{ème} siècle, reposant sur un mécénat d'Etat en difficulté. Un mécénat qui est aujourd'hui sur la sellette. Victime de ce que les spécialistes qualifient de « maladie hollandaise », bien avant l'accession au pouvoir d'Hugo Chavez, l'économie du Venezuela en est après sa mort toujours affectée. L'afflux de pétrodollars encourage les importations et brise la compétitivité des producteurs locaux, qu'ils soient agricoles ou industriels. Le Venezuela tributaire d'une machine à pétrole qui ne fonctionne pas bien, tant elle est sollicitée par les programmes sociaux et les besoins de l'Etat, est bousculé par l'endettement et l'inflation. L'insécurité qui a été négligée touche toutes les catégories sociales. Or il a été peu question de tout cela pendant la dernière campagne présidentielle, focalisée sur l'ombre portée du président défunt.

Les acteurs locaux de ce drame politique s'agitent mais oublient de passer la tête derrière le rideau de leur théâtre politique et médiatique. Composite, l'opposition hésite entre

21. Jean Jacques Kourliandsky, « L'ALBA, organisation interaméricaine ou vénézuélienne », Liège, *Fédéralisme et régionalisme*, vol. 11, n°1, Ulg, 2011.



Le Venezuela
au XXI^{ème} siècle :
pays du socialisme
ou du réalisme
magique ?

une stratégie de participation institutionnelle et une stratégie du refus. Les campagnes électorales d'octobre 2012 et avril 2013 sous la houlette d'Henrique Capriles ont été menées avec une certaine modération, rompant ainsi avec les précédentes. L'appel à monter à l'assaut des institutions et des sièges du parti officiel qu'il a justifié le 15 avril 2013 par la dénonciation de la fraude a rappelé au contraire les pires moments de violence des années 2002 à 2006. Faute d'avoir une pleine maîtrise de ses troupes, Henrique Capriles use alternativement de stratégies opposées défendues par ses différents soutiens. Le régime ayant ses éléments radicalisés et prêts à en découdre, le pays pourrait connaître des lendemains électoraux difficiles. D'autant plus que l'autorité du vainqueur, Nicolas Maduro, érodée par les conditions de sa victoire, a été contestée par le président du PSUV, son parti.

Mais l'environnement régional et international joue et a joué un rôle d'amortisseur. Les 33 pays membres de la Communauté des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont reconnu comme valides les élections et la victoire de Nicolas Maduro. Le président de la Colombie voisine, pourtant conservateur, a assisté à la prise de fonction de Nicolas Maduro. Le Brésil et les pays non alignés, africains, asiatiques comme latino-américains, la Chine et la Russie, ont mis tout leur poids dans la balance des reconnaissances. Derrière le Venezuela, pour tous ces pays, en effet, l'enjeu est la recomposition du directoire mondial. Pays européen très présent en Amérique latine, l'Espagne, dirigée par un gouvernement de droite, a reconnu elle aussi la légitimité du chef de l'Etat proclamé vainqueur. Les autres Européens ont suivi le mouvement. Déstabilisée par la crise, l'Europe privilégie le commerce et les échanges. Or le Venezuela est avant tout pour les Européens un pays pétrolier. Il vend son huile et achète 80 % de qu'il consomme. La remarque vaut pour les Etats-Unis, principaux acheteurs de pétrole vénézuélien. A Washington, Hugo Chavez fait grincer beaucoup de dents, en particulier chez les Républicains, mais il n'a jamais été question comme pour Cuba de mettre en place un embargo commercial et financier.

Socialisme du XXI^{ème} siècle ou version actualisée du goulag : les engagements de l'observateur très souvent passionnels déterminent sa grille de lecture du Venezuela chaviste et post-chaviste. Avancées sociales, interrogations sur le modèle économique, incertitudes sur les orientations idéologiques, poids médiatique déterminant de la communication politique conditionnent les opinions positives et négatives. « Chavez a rappelé la



Le Venezuela
au XXI^{ème} siècle :
pays du socialisme
ou du réalisme
magique ?

gauche » à ses fondamentaux, pour *Le Monde Diplomatique*.²² Mais un auteur d'inspiration anarchiste parle de révolution plus « spectaculaire » que réelle.²³ Tandis qu'Ernesto Gerbasi, analyste de l'opposition, considère au contraire le régime en place comme « policier ». ²⁴ Une certitude en tous cas : ce qui se joue à Caracas ressemble, plus qu'à un socialisme du XXI^{ème} siècle, bien davantage à un « mécénat » social du XXI^{ème} siècle, reposant sur la gestion publique d'une ressource non renouvelable.

22. Renaud Lambert, « Ce que Chávez a rappelé à la gauche », *Le Monde Diplomatique*, n°709, avril 2013.

23. Rafael Uzcátegui, *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, Paris, Spartacus, 2011.

24. In *El Nuevo Herald*, Miami, 9 janvier 2013.